

CULTURE • PATRIMOINE

## Les stratégies de l'extrême droite pour investir les milieux de défense du patrimoine

Les tentatives du Rassemblement national, qui a promis de tripler son budget s'il arrive au pouvoir, pour s'accaparer du sujet embarrassent les gardiens des vieilles pierres, qui, pour la plupart, veulent éviter tout amalgame.

Par Roxana Azimi

Publié aujourd'hui à 06h00, modifié à 10h29 · Lecture 10 min.

Article réservé aux abonnés



SÉVERIN MILLET

Jeudi 11 juillet, Didier Rykner est aux anges. Le rédacteur en chef de *La Tribune de l'art* vient de remporter une manche dans son combat contre le remplacement à Notre-Dame des baies vitrées de Viollet-le-Duc, datant du XIX<sup>e</sup> siècle, par des vitraux actuels. La commission du patrimoine a rejeté – « à l'unanimité », jubile-t-il – le geste contemporain souhaité par Emmanuel Macron. Aussitôt, l'extrême droite relaie la victoire. « *Une position de bon sens !* », fanfaronne, sur X, le député Rassemblement national (RN) Julien Odoul qui, en décembre 2023, avait diffusé [la pétition de La Tribune de l'art](#). « *Excellente nouvelle !* », embraie aussi sec l'eurodéputée RN Catherine Griset.

**Lire le récit :**  [Polémique sur les vitraux contemporains de Notre-Dame de Paris, une histoire qui se répète](#)



Le 4 février, cette parlementaire s'était déjà fait l'écho d'une autre affaire de vitraux à la Commission européenne. L'association Lumière sur le patrimoine venait alors de déposer plainte contre trois musées américains détenant des baies volées à la cathédrale de Rouen à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. « *Je vous le dis tout de suite, je ne suis pas RN* », prévient son président, Philippe Machicote, qui se serait bien passé de cet encombrant appui. « *Ce qui est lamentable, ajoute-t-il, c'est que d'autres partis ne se préoccupent pas du patrimoine.* »

Le programme culture du Nouveau Front populaire, en effet, s'en désintéresse. Le RN, à l'inverse, le surinvestit, promettant d'en tripler le budget s'il accédait au pouvoir, pour le porter à 1 milliard d'euros. Dans le livret de vingt pages qu'elle lui consacre lors de la présidentielle de 2022, Marine Le Pen vante une « *France pétrifiée* », assignant aux monuments un rôle dans le « *redressement moral du pays* ». « *Le patrimoine, dans une vision très rétrécie et fossilisée, sert son idéologie réactionnaire* », résume le sociologue Emmanuel Négrier.

« Réac », ce qualificatif colle aux basques des défenseurs des vieilles pierres, mutiques durant les législatives quand le reste de la culture appelait à faire barrage contre le RN. « *Comment interpréter ce silence assourdissant ?* », fustigeait, le 5 juillet, [le blog Louvre pour tous](#). *Craint-on de se retrouver piégé ou caresse-t-on le rêve secret et inavouable d'une arrivée au pouvoir du RN pour la défense de sa seule cause ?* »

## Abattements fiscaux promis par le RN

Considérer les gardiens du temple acquis à l'extrême droite apparaît largement exagéré, pour ne pas dire injuste. « *On aimerait savoir d'où le RN est un défenseur du patrimoine ? De sa pratique du pouvoir comme à Béziers [Hérault] où le musée n'est pas à la fête, ou à Perpignan, où le secteur sauvegardé est massacré ?* », tonne, le 11 juillet sur X, [Didier Rykner qui, sur ce réseau social](#), s'est plus d'une fois alarmé de la montée du parti à la flamme.

« *La France éternelle ? La France pétrifiée ? Non merci, ce n'est pas nous. On veut écrire l'avenir, pas défendre une France qui n'a jamais été* », s'exclame Marie-Georges Pagel-Brousse, présidente du réseau Rempart qui, depuis 1966, déploie des chantiers de bénévoles un peu partout en France. « *Nous sommes laïques, contre la discrimination, engagés contre le changement climatique.* »

**Lire le reportage :**  [Dans les Bouches-du-Rhône, le parc à thème folklorique Rocher Mistral dans la tourmente](#)



« *Quand on défend le patrimoine, on est par essence conservateur* », nuance Julien Lacaze, président de l'association centenaire Sites & Monuments. Mais, derrière ses fines lunettes, le juriste n'a rien d'un idéologue. Vous ne l'entendrez pas déplorer une identité nationale menacée ou ruminer sur le mode du « tout fout le camp ». Emargeant dans la catégorie des lanceurs d'alerte, Julien Lacaze sort les griffes dès qu'un monument menace de tomber sous le coup de promoteurs cupides ou d'élus défaillants.

Ces dernières années, il a ferrailé tous azimuts contre la vogue des châteaux « *à la découpe* », transformés en appartements de luxe, et les bâches publicitaires recouvrant les monuments. Régulièrement cité par la presse de droite, il n'en a pas moins prêté main-forte à [l'enquête fleuve de Mediapart](#) sur la captation de l'espace public parisien par le milliardaire Bernard Arnault. Avec la même ferveur, Julien Lacaze milite pour un moratoire sur les éoliennes qui, à ses yeux, défigurent les paysages. Un point de convergence avec le RN, qui, reconnaît-il, l'embarrasse. « *Quand l'extrême droite s'empare d'un sujet, ça devient difficile de le mettre en avant* », soupire le juriste, redoutant les amalgames.

Les quelque trois mille détenteurs de monuments classés, regroupés depuis un siècle dans la vénérable association La Demeure historique, sont encore plus gênés aux entournures. Le large éventail d'abattements fiscaux promis par le RN va dans leur sens. Habitué au lobbying auprès des

pouvoirs publics, leur président, Olivier de Lorgeril, n'en reste pas moins circonspect. « *On peut dire dans l'absolu que ces mesures sont fantastiques, mais qu'en est-il de la réalité ?* », lâche l'affable propriétaire du château de la Bourbansais (Ille-et-Vilaine), pas dupe des promesses de campagne. Stéphane Bern, qui, dans son livre-manifeste *Sauvons notre patrimoine* (Plon, 2019), plaide pour un allègement de la fiscalité des propriétaires de monuments, voit mal comment se contredire. « *Si Marine Le Pen reprend des idées de bon sens, je ne vais pas dire que c'est débile juste parce que c'est elle qui les formule...* », raisonne la star du petit écran.

## Inquiétudes face à toute « récupération politique »


Selon les informations du *Monde*, c'est Philippe Nguyen-Cong-Duc qui a murmuré à Marine Le Pen une partie du programme patrimoine. L'ancien haut fonctionnaire passé par la direction générale du Trésor et par la Caisse des dépôts et consignations a fait partie des Horaces, ce club d'influence qui travaille depuis des années à la victoire du RN. L'énarque, qui a présidé l'Association nationale des entreprises du patrimoine vivant, jure ne pas avoir rédigé le livret publié lors de la présidentielle de 2022 – « *Vous m'apprenez son existence !* ». Sa tournure sémantique d'ailleurs le hérisse : « *Le redressement moral, aïe aïe aïe. La France pétrifiée, c'est n'importe quoi !* » Le volubile homme de l'ombre concède toutefois avoir soufflé à « *Marine* » le montant d'un milliard d'euros et le volet fiscal très détaillé, après l'avoir testé auprès de quelques membres du « *G7 patrimoine* » regroupant les plus puissantes associations de défense des vieilles pierres.

Olivier de Rohan-Chabot se souvient de l'avoir rencontré en 2021. Issu d'une prestigieuse lignée de militaires et d'ecclésiastiques, l'aristocrate breton est une figure respectée du patrimoine. Ancien président de la Société des amis de Versailles, il pilote depuis vingt ans La Sauvegarde de l'art français, une fondation au parfum désuet mais d'une redoutable efficacité, qui, depuis un siècle, aide les églises et chapelles à tenir debout. Pour sauver ce patrimoine religieux, le philanthrope a pour habitude de discuter avec l'ensemble du spectre politique – « *Les maires communistes sont mes meilleurs alliés.* » Et quand, en novembre 2021, Philippe Nguyen-Cong-Duc lui demande d'accueillir une prise de parole de Marine Le Pen sur le stand que tient La Sauvegarde de l'art français au Salon international du patrimoine culturel, Olivier de Rohan-Chabot n'y voit pas d'objection – « *Mais ça a mis mes équipes en panique* », raconte-t-il.

Ateliers d'art de France, le syndicat des métiers d'art qui organise ce rendez-vous annuel au Carrousel du Louvre, n'était pas moins fébrile. « *On avait reçu beaucoup de pression pour dérouler le tapis rouge à Marine Le Pen, mais, pour nous, il n'en était pas question* », se remémore la présidente de l'époque, la céramiste Aude Tahon, inquiète de toute « *récupération politique* ». En amont du salon du patrimoine, dont il est un habitué, Philippe Nguyen-Cong-Duc avait tenté un rapprochement avec ce secteur éclaté en une multitude de microentreprises fragiles. « *On venait de publier une tribune au sujet de la formation et il m'a dit que le RN souhaitait prendre en charge les enjeux du patrimoine et des métiers d'art* », rapporte Aude Tahon, qui n'a pas souhaité « *faire plus ample connaissance ni faire alliance* ». Privée de caméras à l'intérieur du salon, Marine Le Pen se contentera de dérouler son programme culturel dans un couloir du Carrousel du Louvre.

## Une opportunité de business pour Pierre-Edouard Stérin

La même année, un nouvel acteur, le milliardaire catholique conservateur Pierre-Edouard Stérin, commence à tisser sa toile dans le monde feutré des vieilles pierres. En lançant le Fonds du bien commun, le patron d'Otium Capital ambitionne d'apporter des « *solutions aux grands maux de notre société* », lit-on dans le rapport d'activité en ligne. Aux grands maux les grands moyens ? Pas vraiment pour le patrimoine et la culture, son quatrième périmètre d'investissement après l'éducation, la croissance spirituelle et la solidarité. Depuis 2022, moins de 2 millions d'euros ont été accordés par son fonds à une vingtaine de projets patrimoniaux. Une paille en comparaison avec les 114,5 millions d'euros levés en 2023 par la Fondation du patrimoine.

**Lire l'enquête :**  [« Versailles connection » ou comment le milliardaire Pierre-Edouard Stérin place ses pions au RN](#)



Pour Pierre-Edouard Stérin, le patrimoine offre aussi une opportunité de business. Avec son bras droit, François Durvy, qui avait secrètement entraîné Marine Le Pen en 2022 pour le débat de l'entre-deux-tours dans son manoir normand à la façade classée comme l'a révélé Libération, il a cofondé, en 2023, Prosper collection. Le principe ? Acheter un château classé, en copropriété, pour moins de 250 000 euros, et bénéficier au passage d'une défiscalisation des frais de gestion et de rénovation des châteaux classés ou inscrits aux Monuments historiques, ainsi que des droits de succession. « *Tous les leviers sont bons pour inciter les gens à acheter des châteaux* », fait valoir l'un de ses associés, Pierre-Emmanuel Chadeaux, en revendiquant « *une vision libérale de la propriété et pragmatique du patrimoine* ».

**Lire le portrait :**  [Qui est Pierre-Edouard Stérin, ce milliardaire catholique candidat au rachat de « Marianne » ?](#)



L'irruption du milliardaire a d'abord suscité la curiosité des gardiens du temple, toujours à court d'argent pour mener à bien leurs actions. « *Mais après une visio en avril 2023, on a très vite compris qu'on ne leur correspondait pas*, confie Marie-Georges Pagel-Brousse, du réseau Rempart. *On ne se penchait peut-être pas assez sur les églises. On parlait beaucoup de citoyenneté, de mixité, de non-discrimination, d'accueil de mineurs immigrés.* »

## Fibre traditionaliste

Pas vraiment la ligne du Fonds du bien commun qui, tout en se prétendant « *aconfessionnel et apolitique* », inspiré par « *l'héritage de la philosophie grecque, la pensée sociale chrétienne et l'universalisme républicain* », veut remettre l'Eglise au centre du village. « *Dans le domaine du patrimoine, il est très compliqué de faire abstraction du patrimoine religieux !* », insiste Alexandre d'Andoque, l'ancien directeur du Musée de l'armée qui a pris, en janvier, les commandes du volet patrimoine.

SOS Calvaires, que le fonds aide à se structurer, ne se contente pas de restaurer et remplacer des croix (450 en 2023), en France, depuis 1987. L'association angevine, dont le directeur général, Alexandre Caillé, n'a pas répondu aux sollicitations du *Monde*, accomplit à bas bruit une mission évangélisatrice. Son président Julien Le Page ne s'en cachait pas dans une interview donnée en 2021 au youtubeur Grégory Roose, un ex-militant RN aujourd'hui chez Reconquête ! Déçu par le « *combat promigrants* » de l'Eglise, le jeune homme aux accents de croisé regrettait « *qu'il n'y ait plus de missionnaires pour convertir les gens* ». « *Un calvaire, ajoutait-il, c'est un étendard, un drapeau qu'on plante pour dire : ici, c'est une terre chrétienne.* »

En 2022, l'érection d'un calvaire à Cercottes (Loiret) avait agrégé drapeaux royalistes et curés traditionalistes du coin, comme l'a relaté le site StreetPress. « *Il faut être singulièrement déconnecté de la réalité locale pour jeter l'opprobre sur un projet aussi utile au patrimoine, qui ne coûte rien à la collectivité* », s'agace Alexandre d'Andoque, minorant l'« *éventuelle présence, anecdotique, parmi les spectateurs d'une inauguration, de certaines personnes politisées qui n'ont aucun lien avec l'association* ». Les vidéos réalisées par SOS Calvaires avec les influenceurs identitaires Baptiste Marchais et Valek Noraj n'ont pourtant rien d'« *anecdotique* ». Pas plus que la participation de l'association en novembre 2022 au « *forum des bonnes initiatives* » de l'Academia Christiana, un institut catholique intégriste, dont le ministère de l'intérieur a réclamé la dissolution en 2023. Interrogé la même année par Le Figaro, Alexandre Caillé affirmait toutefois avoir dissous une antenne de SOS Calvaires dans le centre de la France, dont les volontaires entretenaient des liens étroits avec l'extrême droite et le clergé intégriste.

**Lire le décryptage :**  [Le plan du milliardaire Pierre-Edouard Stérin pour « permettre la victoire » de la droite et de l'extrême droite](#)



D'autres projets auxquels le Fonds du bien commun a apporté son écot confortent la fibre traditionaliste de Pierre-Edouard Stérin. C'est le cas de *La Dame de Pierre*, un spectacle autour de la cathédrale Notre-Dame conçu par Corentin Stemler, un comédien bénévole du Puy du Fou, le parc d'attractions lancé par Philippe de Villiers, héraut de la droite dure. Pierre-Edouard Stérin a aussi financé avec le parc vendéen, en 2023, le film Vaincre ou mourir, un monument de propagande

narrant l'insurrection en 1793 des « valeureux » catholiques vendéens contre les « sanguinaires » républicains. La religion infuse aussi l'exposition « Louis Janmot. Le Poème de l'âme », autour du peintre ultracatholique lyonnais (1814-1892), antirépublicain farouche, organisée au Musée d'Orsay en 2023. « Un petit mécénat », relativise l'établissement parisien, gêné depuis les révélations du Monde démontrant les liens de Pierre-Edouard Stérin avec Marine Le Pen. Et assure « ne pas avoir donné suite à d'autres propositions du fonds ».

## Une possible instrumentalisation

Pour les professionnels du patrimoine, tout l'enjeu consiste désormais à se dégager de l'étreinte de l'extrême droite. Julien Lacaze, qui ne compte renoncer à aucun de ses combats, y compris contre les éoliennes, mise sur le temps long, en faisant valoir le siècle d'histoire de Sites & Monuments : « On existait avant le RN, on existera après. »

« On doit tenir notre cap », rebondit Frédéric Nancel, qui pilote le projet d'un centre de valorisation de Gergovie (Puy-de-Dôme), majestueux plateau où l'armée de Vercingétorix repoussa les troupes romaines de Jules César, en 52 avant notre ère. Rien de plus casse-gueule pourtant qu'une « vitrine de la civilisation gauloise » où tout le spectre politique français est allé se prendre en photo, de Jean-Luc Mélenchon en novembre 2022 à Marion Maréchal en octobre 2023.

Conscient d'une possible instrumentalisation, Frédéric Nancel s'appuie sur des historiens incontestés, à l'instar de Dominique Garcia, spécialiste de la Gaule préromaine. « Je ne fais pas de l'archéologie pour donner des racines mais des repères, pour que ceux qui sont confrontés à un paysage façonné par les Gaulois s'en sentent les héritiers », prévient le président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, inquiet de voir le site identitaire Fdesouche relayer assidûment toutes ses fouilles archéologiques. Sans éluder la question de l'identité, Dominique Garcia veut en montrer la fabrique, « parce que les peuples ne sont pas des identités immuables, mais des constructions ».

Malgré ses lettres dorées gravées sur le fronton, La Sauvegarde de l'art français, aussi, se préserve de toute vision naphthalinée du patrimoine. En lançant, en 2013, la campagne du « plus grand musée du monde », la fondation a sciemment écarté toute référence religieuse. « La religion plonge les gens dans un état second, ce n'est pourtant pas une maladie honteuse, on ne va pas changer deux mille ans d'histoire... », maugrée Olivier de Rohan-Chabot. Si le philanthrope a mis un mouchoir sur ses états d'âme, c'est pour servir une plus grande cause : « Responsabiliser tous les jeunes, quelles que soient l'origine et la culture, pour qu'ils se disent que ce patrimoine leur appartient aussi. »

La méthode est simple, le principe, démocratique. Chaque année, étudiants et lycéens sont invités à repérer des œuvres dans des églises ou des mairies autour de chez eux. Après s'être accordés sur un objet, ils en suivent la restauration avec l'appui des collectivités et des mécènes. Plus de deux cents œuvres ont ainsi échappé aux outrages du temps. Et Olivier de Rohan-Chabot de lâcher, non sans malice : « Vous voyez, c'est vivant, le patrimoine, ça n'a rien de "pétrifié" ! »

**Roxana Azimi**

---

## Le Monde Ateliers

Découvrir

### Cours du soir

Elections américaines 2024 avec Alain Frachon et Gilles Paris

## **Atelier d'écriture**

Quinze heures de formation avec Marie Darrieussecq

## **Cours en ligne**

De Socrate à Descartes, comment aborder la philosophie ?

[Voir plus](#)